

QUE NOUS APPREND LA PANDEMIE ?

Daniel Sibony

28 mai 2020

Maintenant qu'elle tire à sa fin, tirons-en quelque chose. Tout en étant frustrés de ne pas savoir pourquoi ça se termine. L'idée comique est que le virus s'est épuisé dans les corps qu'il a infectés, puis dans l'air qui l'a dissous, et dans le fait que des virus, sautant d'un corps à l'autre, ratent leur saut s'il y a de la distance.

Plus sérieusement, les courbes de mortalité sont semblables, que l'on ait durement confiné ou qu'on l'ait fait par les masques et les gestes. Puisqu'on avait toutes les infos dès mi-janvier, on aurait pu, théoriquement, confiner tout le monde sur ce mode. « Mais c'était impossible, objecte-t-on, les gens n'auraient pas obéi, la preuve est que malgré tous les appels, les hôpitaux furent débordés ». En fait, on a prescrit aux gens des gestes stricts depuis le début, sans leur dire qu'on leur donnait comme un devoir de classe à faire, que trois semaines plus tard on ramasserait les copies, et que si trop d'entre elles étaient fautives, tout le pays serait recalé. C'est *cet écart entre sujet et collectif* qui est énorme et que la masse des sujets n'a pu combler ; on ne l'y a pas aidée ; et pourquoi l'aurait-on fait ?

Les gens ne savaient pas qu'on demandait à chacun de vivre *en peuple*, de vivre en tant que collectif voire en tant que genre humain habitant la planète. Si cela avait été bien dit, la vision individuelle aurait rejoint la vision collective ; rien ne s'y opposait en principe ; mais on ne peut pas gagner une guerre sans savoir qu'elle est déclarée. Bien sûr, il n'y avait pas de masques et on le savait puisqu'on s'est efforcé de le cacher, mais qu'est-ce qui empêchait de lancer un appel national à ce que les gens s'en fassent eux-mêmes avec leurs voisins, dans un vaste mouvement d'entraide ? Lors de la Révolution française, l'armée a manqué de salpêtre, on a lancé l'appel, et tout le monde a répondu. On ne l'a pas fait parce qu'on n'est pas dans l'idée que les gens sont responsables, mais dans celle, plus gestionnaire, de leur donner les directives les plus simples voire les plus bêtes, fussent-elles coûteuses puisqu'au fond c'est eux qui payeront. On s'est mis au niveau de la masse à la manière d'une chaîne télé qui choisit des programmes vulgaires pour être au niveau du public tel qu'elle l'a défini et formaté.

Évidemment, c'eût été beau qu'un État démocratique prenne d'emblée des mesures totalitaires (« à vos masques ! Tous dans trois jours »), impliquant tout le peuple un par un, autrement que chacun chez soi, et fusionnant pour un temps les deux visions, individuelle et collective. En général, cela ne se fait que dans l'intérêt de l'État, pas dans l'intérêt des

gens. Son intérêt est d'abord de n'être pas critiqué, quitte à garder le silence sur le problème, tout en cherchant secrètement à y faire face, jusqu'à ce que le problème éclate et fasse un tel bruit que *l'État se trouve protégé par l'énormité du problème, et du coup, les mesures extrêmes s'imposent d'elles-mêmes*. Ce fut le confinement total, qui a caché jusqu'à l'idée d'un confinement plus raisonnable avec masques et gestes et (sous peine d'une amende faible qui aurait grimpé vite). Les gens auraient obéi puisque c'est ce qu'ils ont fait mais dans les plus dures conditions. (Et l'on prend pour du civisme leur soumission infantile, d'ailleurs chèrement achetée et qui sera dûment remboursée).

2

L'autre raison de la solution adoptée est qu'on brandit une éthique où la vie d'un être humain vaut celle de toute l'humanité ; mais dans cette optique, visiblement, ce n'est pas la mort qui est le mal absolu, c'est *d'être tenu pour responsable* de n'avoir pas « tout fait » pour éviter cette mort-là. C'est pourquoi les responsables, mus avant tout par la peur d'être accusés, sont prêts à réduire l'autre à la pire des passivités et bien sûr, à l'irresponsabilité. C'est donc une éthique perverse car si quelqu'un objecte que ce chamboulement inouï était peut-être évitable, on lui rétorque qu'il veut la mort des gens. L'attitude perverse est de prendre des mesures maximales pour n'être accusé de rien, peu importent les dégâts que l'on fait.

On a donc vu que nous sommes avant tout les objets d'une gestion qui est phobique du reproche. Et nous sommes les objets consommateurs d'une production qui s'occupe d'abord non pas de ce qui nous manque, mais du profit qu'elle trouve à nous faire ses offres. Nous sommes donc doublement exploités, comme travailleurs et comme consommateurs (sans même pouvoir acquérir ce qui manque si ce n'est pas assez rentable de le produire).

D'une manière générale, chaque fois qu'on veut imposer une mesure douteuse, on la fait réfuter de façon bête, cela prouve qu'elle est intelligente, et on exhibe un contre-exemple montrant que si on ne l'applique pas, on en meurt. Terrible confusion de la partie et du tout, du détail et de l'ensemble.

3

Cette méthode s'est déchaînée à propos de la chloroquine, on a mis en valeur les cas où c'était dangereux comme s'ils étaient inévitables et l'on a compté pour rien les témoignages de mieux-être massivement exprimés. Ce pauvre Plaquenil a été un point d'affolement, révélant des crispations et de vraies pathologies, celles du scoop à tout prix, celles d'« autorités » refusant d'avoir eu tort, celle de labos cherchant d'abord le profit. Tout ce qu'on lui a objecté était marqué d'irrationnel. Par exemple, il faut l'écarter parce que ce n'est pas Le remède, parce qu'on peut guérir sans, parce qu'il est dangereux dans certains

cas ou à hautes doses. Bref, on écarte ce qui est partiel parce qu'il faut que ce soit total. Ce produit comporte des risques, mais pour le garder, il faut qu'il n'en présente aucun. Si son promoteur est « impur », et il l'est puisqu'il s'occupe de son image en même temps que du soin, c'est qu'il s'en fiche du soin. Si en plus il n'est pas très sympathique...

En fait, le labo qui fabrique l'objet trouve qu'il n'est pas assez rentable et en prépare un autre beaucoup plus cher, avec bien sûr, des effets secondaires néfastes, etc.

Peu importe au fond le contenu de la polémique, il signale surtout que lorsqu'une décision est prise, servant des intérêts précis et limités, y compris purement narcissiques, elle passera coûte que coûte. Mais les gens n'en pensent pas moins et se vengent par la méfiance et la rancœur.

On a aussi compris que la médecine n'est pas une science même si elle peut s'en servir, elle est peut-être mieux que cela, un savoir-faire averti où deux êtres sont impliqués intensément, à charge pour le plus faible de garder l'œil et l'esprit bien ouverts sur sa vie et sa liberté. Par ailleurs, il n'y a pas pire qu'un discours scientifique incertain qui veut maintenir coûte que coûte son autorité ; il transmet exactement l'incertitude, et cela peut être angoissant.

4

Pour ce qui est de l'équipement qui a manqué (masques, tests, lits de réa), ce n'est pas l'impréparation qui est en cause, nul ne peut être parfaitement prêt ; c'est plutôt l'impuissance à réagir, le manque de réactivité productive. Non seulement l'appareil productif est plombé par l'exigence du profit avant tout, mais l'appareil d'État est lui aussi à son image, plombé par le fait qu'il fonctionne avant tout pour lui-même, pour son profit (tout contrôler, ou paraître y arriver). D'où une lourdeur administrative, un manque de mobilité légendaires.

L'impuissance à mobiliser ses ressources, à reconvertir d'urgence celles qui existent pour produire ce dont on manque fut évidente. Cela révèle que la France a son niveau de sous-développement bien à elle. Au-delà du délabrement, c'est le manque d'énergie ; la lourdeur étatique est infiltrée dans les esprits, jointe à la raideur des cadrages, à l'absence de ligne directe entre dire et faire, entre le besoin et le pouvoir de le satisfaire ou de créer directement ce qu'il faut pour ça. Directions et directives ont saccagé la voie directe, dont l'événement a montré qu'elle est vitale.

Cette *impuissance technique* est pourtant doublée de rodomontades où l'on feint de s'effrayer des perspectives « inouïes » de la technoscience : « Attention, on est sur le point de produire l'homme augmenté, mais oui, le transhumain ! » Et on ne peut pas l'augmenter plus vite que ça d'une machine respiratoire ou d'un peu plus de résistance face au virus ?

On n'a pas fini de fouiller ce que cette étrange incision dans le corps social et subjectif a révélé.

Reste à savoir si la société civile peut proposer et mettre en acte, à travers ses réseaux, des initiatives concrètes, et convertir sa surprise et sa colère en propositions constructives, vu que l'essentiel est à refaire. Peut-on toucher aux règles du jeu ?

Nous sommes dans une société du tactile sinon du tact, et nous voilà empêtrés dans l'interdit de (se) toucher. Peut-on toucher aux règles du jeu, du côté du soin, du marché local et du global qui nous rend si dépendants ? Si l'événement n'induit pas des remaniements, qui ne consistent certainement pas à avoir déjà « tout ce qu'il faut » pour la prochaine vague, celle-ci n'aura été qu'un tsunami de silence emportant des milliers de corps. Est-ce qu'avant la plaie suivante, les peuples auront voix au chapitre ? L'exemple des Gilets jaunes montre que sans représentants les révoltes dégénèrent et s'épuisent. Mais peut-il y en avoir d'autres ? Les peuples peuvent avoir voix au chapitre sans que l'insulte « populiste » serve de *Vade retro* pour les stopper ?

Daniel Sibony, écrivain, psychanalyste.

Dernier ouvrage *Un cœur nouveau*, 2019. A paraître : *À la recherche de l'autre temps* (tous deux chez Odile Jacob).